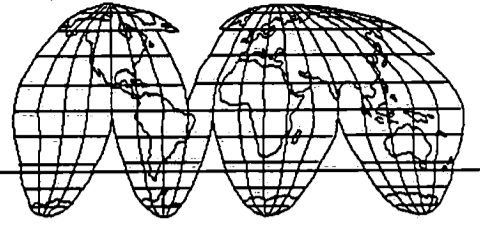


Du 10 au 16 novembre 1994

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Direction des communications sur la politique étrangère (BCF)

(available in English)

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉS :****Signature d'un Accord de coopération
nucléaire entre le Canada et le Mexique****Le 16 novembre 1994, n° 228**

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé la signature d'un Accord de coopération entre le Canada et le Mexique concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. L'Accord a été signé aujourd'hui à Mexico par M. Emilio Lozoya Thalmann, secrétaire à l'Énergie, aux Mines et aux Sociétés d'État (SEMIP) du Mexique, et M. David J.S. Winfield, ambassadeur du Canada au Mexique. Une entente administrative connexe, intervenue entre la Commission de contrôle de l'énergie atomique du Canada et le SEMIP, a été signée simultanément. «En plus de faciliter le commerce et la coopération en matière nucléaire avec un partenaire qui nous est précieux, l'Accord témoigne de l'attachement commun du Canada et du Mexique à la cause de la non-prolifération nucléaire», a déclaré M. Ouellet.

**Visite à Ottawa du ministre tunisien
des Affaires étrangères****Le 14 novembre 1994, n° 227**

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé que son homologue tunisien, M. Habib Ben Yahia, fera une visite officielle au Canada les 16 et 17 novembre.

M. Ben Yahia dirigera la délégation de son pays à la 10^e session de la Commission bilatérale canado-tunisienne qui se réunit pour discuter des moyens d'augmenter la coopération et le commerce entre les deux pays. M. Ouellet et Ben Yahia signeront un protocole d'entente concernant le fonds de développement du secteur privé pour le Maghreb, d'une valeur de 60 millions de dollars, annoncé à Casablanca le 31 octobre dernier et consenti par l'Agence canadienne de développement international. À la faveur de leur rencontre, M. Ouellet et son homologue tunisien discuteront des relations bilatérales et de questions intéressant les deux pays. La Tunisie est membre de la Francophonie et préside actuellement l'Organisation de l'unité africaine. En outre, elle participe activement au processus de paix au Moyen-Orient, notamment au Groupe de travail sur les réfugiés du Moyen-Orient, qui est présidé par le Canada. M. Ben Yahia rencontrera aussi la présidente de l'Agence canadienne de développement international, M^{me} Huguette Labelle.

**M. MacLaren annonce l'établissement d'un Comité
consultatif des différends
commerciaux privés de l'ALENA****Le 14 novembre 1994, n° 226**

Le ministre du Commerce international, l'honorable Roy MacLaren, et le ministre de la Justice, l'honorable Allan Rock, ont annoncé que le Canada, les États-Unis et le Mexique ont conjointement établi un Comité consultatif des différends commerciaux privés aux termes de l'article 2022 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

**Date finale pour la soumission
des réclamations contre l'Irak****Le 10 novembre 1994 n° 225**

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé que les citoyens canadiens et les personnes admissibles qui ont subi des pertes suite à l'invasion et à l'occupation du Koweït par l'Irak en 1990-1991, ont jusqu'au 15 décembre 1994 pour soumettre leurs réclamations au gouvernement du Canada. Les réclamations admissibles seront transmises à la Commission de compensation des Nations Unies (CCNU), à Genève, dont le Conseil d'administration a indiqué son intention de ne plus accepter de réclamations après le 1^{er} janvier 1995. La CCNU a été établie le 3 avril 1991 par la Résolution 687 du Conseil de sécurité des Nations Unies, afin de traiter les nombreuses réclamations résultant de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Irak. Le gouvernement du Canada soumettra les réclamations au nom des citoyens canadiens et des

personnes qui ont obtenu le statut de résident permanent au Canada au plus tard le 31 mars 1993. Les personnes d'origine irakienne qui ont acquis la citoyenneté canadienne au plus tard le 1^{er} juillet 1993 peuvent également soumettre une réclamation au gouvernement du Canada. La date limite s'applique aux réclamations individuelles dans les catégories «A» (départ), «B» (préjudice corporel ou décès), «C» (pertes inférieures à 100 000 dollars US), et «D» (pertes supérieures à 100 000 dollars US.) Les demandes de renseignements doivent être adressées à la Division des réclamations, Direction du droit économique, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, au (613) 995-2222.

DISCOURS

De façon plus générale, nos rencontres actuelles ont pour objet de déterminer l'orientation qu'il convient d'imprimer à l'APEC au seuil de ce qui s'annonce comme le siècle du Pacifique. À l'occasion des réunions de Djakarta du mois dernier et des deux derniers jours, les ministres présents ont affirmé haut et fort leur volonté d'amorcer avec leurs partenaires commerciaux de partout dans le monde le processus de libéralisation ultérieure du commerce et des investissements. Pour compléter les conseils prodigués par leurs propres spécialistes, les membres de l'APEC ont déjà sollicité et reçu des recommandations de deux excellents groupes consultatifs externes. Tant le Groupe des personnalités éminentes de l'APEC que le Forum des affaires du Pacifique ont fait écho à un thème central : le rôle de plus en plus crucial joué par la région comme moteur de l'économie mondiale. Tous deux nous ont également conforté dans notre engagement fondamental à faire de la libéralisation du commerce et des investissements le moteur de la croissance future. Malgré tout, un certain nombre de questions restent toujours en suspens. Voulons-nous que l'APEC favorise la progression du libre-échange mondial en misant sur le principe de la nation la plus favorisée pour accélérer la libéralisation? Ou visons-nous la création d'une zone de libre-échange plus étendue, mais régionale? Est-il possible de pousser notre intégration plus avant tout en accroissant le nombre de nos membres? Quel type de liens l'APEC doit-elle établir avec les autres zones de libre-échange, en particulier celle créée par l'ALENA [Accord de libre-échange nord-américain]? Nous avons créé un mécanisme et une structure qui semblent animés d'une vie propre : il nous reste encore à en déterminer la destination. ... Le gouvernement du Canada, en collaboration avec la Fondation Asie-Pacifique, ouvrira sous peu, à Djakarta, un Centre de renseignements sur la formation au Canada. Peu importe le domaine, des soins de santé à l'ingénierie, de la formation linguistique à l'agriculture, les établissements d'enseignement canadiens sont en mesure de contribuer à la croissance économique de l'Indonésie.

Notes pour une allocution de l'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international, lors d'une réunion conjointe du Conseil du Commerce Indonésie-Canada, de la Canadian Business Association et du Conseil du Commerce Canada-Indonésie, Djakarta, Indonésie, le 13 novembre 1994, 94/70

OTAN

Déclaration à la presse publiée conjointement par l'ONU et l'OTAN

28 octobre 1994

À la suite de réunions qui se sont tenues à New York, les Nations unies et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord sont parvenues à une série d'accords concernant l'utilisation de la puissance aérienne de l'OTAN en Bosnie et en Herzégovine à l'appui des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies. Sur la base de ces accords, qui ont été transmis à la FORPRONU et aux autorités militaires de l'OTAN, l'OTAN exécutera des frappes aériennes en temps opportun.

Environnement Canada

Autoroute électronique : lancement de la Voie verte d'Environnement Canada

9 novembre 1994

La vice-première ministre du Canada et ministre fédérale de l'Environnement, Sheila Copps, a lancé officiellement aujourd'hui un service public innovateur, grâce auquel les Canadiens et les utilisateurs du monde entier pourront avoir accès, instantanément et 24 heures sur 24, à une vaste gamme d'informations dans le domaine de l'environnement. Baptisé la « Voie verte sur l'autoroute de l'information », ce service d'Environnement Canada est utilisable par toute personne ayant accès à ce que constitue Internet. . . «Le gouvernement veut garantir un environnement sain, pour la santé et le bien-être économique des Canadiens et des Canadiennes. Notre Voie verte sur l'autoroute de l'information est une manière innovatrice de fournir instantanément aux gens les données dont ils ont besoin pour prendre de bonnes décisions et agir», a déclaré la ministre Copps.

Le ministère des Finances Publie
l'évaluation des actions accréditives

Le 10 novembre 1994

Le ministère des Finances a publié aujourd'hui une étude intitulée *Les actions accréditives: un rapport d'évaluation*. Cette étude est le fruit de l'évaluation continue des mesures fiscales que mène le Ministère. Elle a été préparée par des fonctionnaires du ministère des Finances suite à une demande du Comité sur les comptes publics en 1991.

À VENIR :

- 1^{er} décembre 1994 : Sommet international du SIDA, Journée mondiale du SIDA
5-6 décembre 1994 : Sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
(Budapest, Hongrie)
6 décembre 1994 : Visite du Secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros-Ghali
8-10 décembre 1994: Réunion des ministres des Affaires étrangères et de la Francophonie,
Ouagadougou
9-10 décembre 1994 : Sommet des Amériques (Miami, Floride)

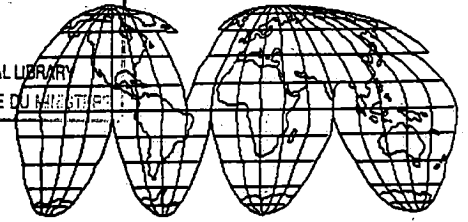
**Le commerce et
la politique étrangère
cette semaine**

December 15- 21, 1994

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

JAN 10 1995

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTRE



Department of Foreign Affairs and International Trade
Foreign Policy Communications Division (BCF)

(disponible en français)

**FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE:
PRESS RELEASES:**

Canada Signs Convention on the Safety of UN and Associated Personnel

December 15, 1994, no. 246

Foreign Affairs Minister André Ouellet and Defence Minister David Collenette today congratulated the United Nations General Assembly on the adoption of the Convention on the Safety of UN and Associated Personnel. "Today's conflicts are generating unprecedented casualties among UN personnel. The signing of this Convention signals the international community's concern for those courageous men and women who risk their lives on behalf of peace," said Mr. Ouellet. "Canadians have long played a significant role in UN operations. I welcome the signing of this Convention, which recognizes the value of the contribution of our peacekeepers and the need to provide them with a measure of security during the course of their duties," said Mr. Collenette.

Ouellet Welcomes Canadian Appointments to OAS

December 15, 1994, no. 247

Foreign Affairs Minister André Ouellet today welcomed the appointment of two Canadians to the Organization of American States (OAS). The appointments were announced yesterday by OAS Secretary-General César Gaviria. Elizabeth Spehar was appointed Executive Co-ordinator of the Unit for the Promotion of Democracy. Currently Head of the Americas Program at the International Centre for Human Rights and Democratic Development in Montreal, Ms. Spehar will take up her new duties in Washington on January 23, 1995. The Unit for the Promotion of Democracy, originally a Canadian proposal, was created in 1990. It is the primary instrument for regional efforts to consolidate democratic gains in the hemisphere through election monitoring and assistance programs to strengthen electoral and legislative institutions and processes, and civic education to promote democratic values. Hélène Laverdière, now at the Canadian Mission to the OAS, has been appointed Director of the Department of Human Resources. She will take up her new duties in mid-January. As Director, Ms. Laverdière will be responsible for all personnel management systems, including staffing, contracting, classification, compensation and evaluation for an OAS staff of over 600 people. "Canada welcomes the opportunity to make continued contributions to the effectiveness of the OAS, in areas as diverse but important as democratic development and human resource management," said Mr. Ouellet. "These appointments are part of a series of ongoing measures designed to give Canada a stronger and more visible role in this organization."

MacLaren Welcomes U.S. Announcement of a Full Refund of Softwood Lumber Duties

December 15, 1994, no. 248

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, welcomed today's announcement by the U.S. government that there will be a full refund with interest of the estimated \$800 million in interim duties collected on Canadian softwood lumber. The completion of the refund process will give full effect to the outcome of the Canada-U.S. Free Trade Agreement (FTA) binational softwood panel review. "With this U.S. action, we can now put this case behind us. The close co-operation and teamwork among industry, the federal and provincial governments throughout this difficult case is largely responsible for this satisfactory result," Mr. MacLaren stated. "The resources spent in litigating this case would have been better focussed on the many forestry issues common to both countries."

Canada Set to Join the World Trade Organization on January 1, 1995

December 15, 1994, no. 249

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, today welcomed Royal Assent of Bill C-57, *An Act to Implement the Agreement Establishing the World Trade Organization*. "Canada is now in a position to play a full and dynamic role in the new World Trade Organization (WTO) when it comes into force on January 1, 1995," Mr. MacLaren said. "Canada was proud to propose the establishment of the WTO in the Uruguay Round negotiations," Mr. MacLaren added. "It will provide a strong foundation for the future expansion of trade and investment, generating jobs and growth in Canada and around the world."

MacLaren Appoints New Board Members to EDC (Export Development Corporation)

December 21, 1994, no. 250

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, today announced the appointment, effective immediately, of Dorothy E. Byrne, M. Jane Martin and James A. Pattillo to the board of directors of EDC (Export Development Corporation). They will serve three-year terms. Dorothy E. Byrne of Vancouver, B.C. is

Vice-president, Legal and Regulatory Affairs and Corporate Secretary of BC TELECOM and BC TEL. She is a member of the Law Society of British Columbia and the Canadian Bar Association, and serves on the Board of Directors of the British Columbia Institute for Studies in International Trade. M. Jane Martin of Mississauga, Ontario is President and Chief Executive Officer of Vas-Cath Incorporated, a medical device manufacturing company. The company was named one of Canada's best-managed private companies by the *Financial Post* in 1993, and Ms. Martin was the recipient of the 1994 Canadian Women Entrepreneur of the Year award in the international competitiveness category. James A. Pattillo of Calgary, Alberta is President and Chief Executive Officer of XL Foods Ltd., an integrated food production company. He is also a director of Okanagan Skeena Holdings Ltd., trustee of the Canadian Athletic Foundation, Governor of Strathcona Tweedsmuir School and a member of the Business Advisory Council of the University of Calgary. "These three talented individuals will provide valuable advice to EDC as the corporation fulfils its mandate to assist Canadian exporters," said Mr. MacLaren. "Their extensive business experience will also help EDC to remain attuned to exporters' needs and concerns." EDC is a customer-driven financial services corporation dedicated to helping Canadian business succeed in the global marketplace. EDC facilitates export trade and foreign investment by providing risk-management services, including insurance, financing and guarantees, to Canadian companies and their global customers. EDC reports to Parliament through the Minister for International Trade.

Canadian International Development Agency

Winnipeg Organization Receives CIDA's Support to Train Caribbean Teachers

December 2, 1994

Lloyd Axworthy, Minister of Human Resources Development and Western Economic Diversification, announced a \$1.6-million contribution over two years to the Organization for Co-operation in Overseas Development (OCOD), a Winnipeg-based organization that sends volunteer teachers to the Caribbean. Mr. Axworthy made the announcement on behalf of Foreign Affairs Minister André Ouellet at a meeting of OCOD members and representatives of Winnipeg's business community. "Supporting better education in developing countries is a cornerstone of sustainable development," Mr. Axworthy said. "The Government is pleased to assist this Winnipeg-based organization help in its effort to improve education in the Caribbean."

Canada to Contribute \$5 Million for Development Initiatives in Latin America

December 10, 1994

Secretary of State for Latin America and Africa Christine Stewart announced, on behalf of Foreign Affairs Minister André Ouellet, that Canada will contribute \$5 million for three development initiatives in Latin America. The announcement was made in Miami, where Mrs. Stewart attended the Summit of the Americas. "As Canada's relationship with its hemispheric partners broadens and deepens, our assistance programs must respond to the new priorities of support for democratic rule, sustainable development and increased economic integration," said Mrs. Stewart.

Stewart Announces Extension of Canada-Southern Africa Business Linkages Program

December 14, 1994

Christine Stewart, Secretary of State for Latin America and Africa, announced, on behalf of Foreign Affairs Minister André Ouellet, a \$4.3-million contribution by the Canadian International Development Agency (CIDA) to extend a business linkages program in southern Africa managed by the Canadian Exporters' Association. The contribution will allow the program, entitled the Canadian Association for the Private Sector in Southern Africa (CAPSSA), to continue for another five years. "I am proud to announce that this successful program will continue," Mrs. Stewart said. "Since its inception in 1988, CAPSSA has helped create, directly or indirectly, 2000 jobs in southern Africa and 75 in Canada."

Finance Canada

Entry Into force of the Tax Agreement Between Canada and the Republic of Zimbabwe

December 21, 1994

Finance Minister Paul Martin announced that the agreement for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income, capital and capital gains between Canada and the Republic of Zimbabwe, signed at Harare on April 16, 1992, came into force on December 15, 1994, the date on which instruments of ratification were exchanged in Ottawa. In accordance with the provision of Article 30 of the Agreement, its provision will have effect in Canada: a) in respect of tax withheld at the source on amounts paid or credited to non-residents on or after the first day of January 1995; and b) in respect of other Canadian tax for taxation years beginning on or after the first day of January 1995.

.../3



Note: As a cost-saving measure, "This Week in Trade and Foreign Policy" was not published last week, since there were too few items issued. Please be advised that we will continue to follow this practice in the future, when warranted. The next publication will be on January 5, 1995.

Upcoming Events

Early January: Visit of NATO Secretary General
January 1: Inauguration of Brazilian President Henrique Cardoso
January 27-28: World Economic Forum

Additional copies of the above documents that are produced by the Department of Foreign Affairs and International Trade can be obtained by calling (613) 944-4000 or toll-free at 1-800-267-8376. Documents produced by other departments can be obtained by calling their respective communications divisions in Ottawa. "This Week in Trade and Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Foreign Policy Communications Division (BCF) of the Department of Foreign Affairs and International Trade.